



Académie des sciences d'outre-mer

*Les recensions de l'Académie*¹

De la porosité des secteurs public et privé : une anthropologie du service public en Méditerranée / sous la direction de Ghislaine Gallenga
éd. Presses universitaires de Provence, 2012
cote : 58.750

Ou de l'ethnologie appliquée à l'étude de l'évolution récente de ce qui, traditionnellement, relevait d'un « service public » plus ou moins indifférent aux règles du marché et de son passage aux contraintes d'une gestion pilotée par les coûts. En d'autres termes, comment les acteurs du service public vivent-ils un changement de paradigme sinon radical, du moins fort important.

Le recours à l'analyse ethnologique, voire ethnographique, peut sembler surprenant. Pour une analyse pertinente du phénomène récent et actuel de brouillage des frontières « service public/secteur privé », l'on penserait plutôt devoir recourir aux économistes, aux sociologues, aux politologues, voire aux juristes.

Le préfacier, Dionigi Albera, le reconnaît sans difficulté. Il n'en justifie pas moins la démarche qu'il estime complémentaire, au niveau de la « micro-analyse », d'approches plus englobantes. Car cette démarche ethnographique « apporte des éléments de connaissance qui échappent à d'autres regards... ».

Ghislaine Gallenga, dans son introduction, précise les orientations et les choix de l'ouvrage. Après avoir rappelé que « la notion de service public demeure le collectif », ou plus précisément l'intérêt général, elle souligne que ces concepts varient fortement selon que l'on se réfère aux traditions latines, reposant essentiellement sur l'action de l'État, ou à l'héritage anglais, dans lequel le bien commun et l'administration de l'intérêt général sont plus répartis dans la société. Les pourtours méditerranéens se partageraient entre les deux modèles.

La « porosité » annoncée dans le titre ne résulte pas seulement d'un transfert plus ou moins important de ce qui relevait naguère du secteur public au secteur privé. Plus positivement, il s'agit dorénavant de « penser les secteurs public et privés en tant que secteurs solidaires ». Onze anthropologues livrent ensuite des études de cas, allant de la régie des transports de Marseille à la privatisation des déchets dans la wilaya de Rabat-Salé, en passant le cas des « vallées occitanes d'Italie », construction d'un territoire à partir d'un dialogue « privé-public ».



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

Ces études de cas présentent un intérêt certain et se lisent volontiers. On s'interroge cependant sur la nature et la réalité des points qu'ils auraient en commun, hors leur positionnement géographique proche de la Méditerranée. Mais ne faisons pas de mauvais procès à une entreprise qui se veut et se déclare « micro analyse ». Le temps d'éventuelles généralisations, en relation avec des approches plus « macro », viendra plus tard. En voici une première pierre.

Jean Nemo